



Déclaration contre la criminalisation de la solidarité en soutien de Pia Klemp et Carola Rackete

La solidarité n'est pas un crime

Peoples' Health Movement Europe et le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et la protection sociale condamnent fermement l'érosion constante des droits des réfugiés et des migrants en Europe, ainsi que la criminalisation croissante de la solidarité dans la région.

Les arrestations de Pia Klemp et de Carola Rackete, les deux capitaines des navires Iuventa et Sea Watch 3, qui ont secouru des réfugiés et des migrants en mer, témoignent de la répression accrue des actions de solidarité qui ont permis de sauver des milliers de vies. Rien qu'en 2018, plus de 2000 personnes ont perdu la vie en tentant de traverser la Méditerranée, fuyant le danger et la dévastation dans leur pays d'origine. Sans la présence des navires de sauvetage comme Iuventa et Sea Watch, ce nombre aurait été beaucoup plus élevé.

L'origine des dangers qui poussent les gens à entreprendre des voyages dangereux vers l'Europe trouvent leur source dans la guerre et les conflits, la dégradation du climat, ainsi qu'une série de facteurs économiques et sociaux. Historiquement par la domination coloniale et actuellement par la promotion et l'imposition de politiques néolibérales dans de nombreux pays, l'Europe a été l'une responsables de la création de ces facteurs. Les pays européens ont alimenté des conflits dans le monde entier, soit en fournissant des armes aux parties impliquées, soit en s'engageant directement avec leurs forces armées, principalement dans les pays africains et au Moyen-Orient - les régions d'où proviennent aujourd'hui la plupart des migrants qui traversent la Méditerranée pour venir en Europe.

De plus, en prenant la tête de l'exploitation des ressources naturelles, en assumant une grande part de responsabilité dans la dégradation du climat et l'appauvrissement de la majeure partie de la population mondiale, de nombreuses sociétés transnationales européennes ont fait passer le profit avant la santé et la sécurité des personnes, ignorant ou violant activement les droits humains fondamentaux.

Dans la plupart des cas, la société civile a été l'opposant majeur à la réponse de "l'Europe Forteresse" à la migration. Les organisations de la société civile ont défendu les droits fondamentaux des réfugiés et des migrants et ont offert un soutien concret à ceux qui arrivent en Europe. Malheureusement, de nombreux États membres de l'UE ont non seulement introduit des politiques migratoires restrictives, mais ont également orchestré des campagnes répressives contre les organisations de la société civile qui aident les migrants en introduisant une législation punitive, des limitations financières à leur travail, ou en recourant à une dissuasion absolue.

Limiter les activités des organisations de la société civile par le biais de lois et de décrets nationaux, comme l'a fait le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini ces dernières semaines, en combinaison avec la propagande des "ports fermés", est une des approches adoptées. Cette approche particulière a permis de maintenir Sea Watch 3 à quelques kilomètres du port de Lampedusa pendant 17 jours, avec environ 40 personnes secourues en mer qui avaient besoin d'être amarrées dans un port sûr. Ce n'est pas la première fois que cela se produit, ce qui va clairement à l'encontre des conventions internationales relatives au sauvetage en mer.

Les nouvelles en provenance d'autres pays frontaliers de l'UE sont tout aussi inquiétantes. En Croatie, des alpinistes ont signalé que des unités spéciales de la police chassaient littéralement les migrants le long de la frontière avec la Bosnie, en recourant à la violence physique contre les personnes à la recherche d'eau. Des membres de la même force de police ont admis officiellement qu'ils forcent régulièrement les migrants qui sont déjà entrés en Croatie à rentrer chez eux, violant ainsi le droit international.

Enfin, des militants qui viennent en aide aux migrants ont été inculpés et condamnés à des amendes pour trafic illégitime de migrants dans plusieurs pays européens, forçant les gens à choisir entre leurs moyens de subsistance et honorant un sentiment fondamental de solidarité avec d'autres êtres humains.

Nulle part dans le monde, et surtout pas dans l'une des régions les plus riches, nous ne devrions être témoins d'un mépris aussi ostentatoire des droits de l'homme de la santé et des vies humaines. PHM Europe et le Réseau européen appellent à l'arrêt immédiat des pratiques qui criminalisent la solidarité sur le continent, à commencer par l'abrogation des accusations portées contre Pia Klemp et, plus récemment, Carola Rackete. Nous saluons la nouvelle de la libération récente de cette dernière, bien qu'elle soit toujours accusée de soutenir les flux migratoires clandestins.

PHM Europe et le Réseau européen partagent l'appel publié par la Coalition Comité Européen contre la Criminalisation du Sauvetage en Mer (CECCSM). Nous exigeons de toute urgence une politique migratoire régionale de l'UE qui corresponde à la réalité de la mobilité humaine dans un monde globalisé, ainsi qu'aux besoins et aux droits des réfugiés et des migrants. Nous sommes convaincus que cette politique peut et doit s'enraciner autour des valeurs de solidarité et de justice, plutôt que dans la volonté de protéger les frontières nationales et les intérêts financiers des pays à revenu élevé.